

Compte rendu du CSE Réseau des 15 et 16 novembre



Toutes les images de ce compte rendu ont été générées par IA.

Un CSE sous haute tension

C'est peu dire que cette réunion ordinaire du CSE réseau n'avait rien d'ordinaire dans ce contexte de grève!

Un CSE qui a d'ailleurs commencé par une séance de négociations, repoussant son ouverture de plus d'une heure...

▶ AU SOMMAIRE

- [ICI un peu là, un peu ailleurs!](#)
- [Scriptes sous tension](#)
- [L'escargot du numérique](#)
- [Le TGV de la fusion France 3/France Bleu](#)
- [Les risques professionnels toujours incomplets](#)
- [Handicap : du mal à entrer dans les mentalités](#)
- [Finis les COCA](#)
- [Aide au logement](#)

ICI un peu là, un peu ailleurs!

Pour une fois, le débat sur les éditions ICI n'a pas duré très longtemps, puisque l'essentiel s'échange dans les négociations.

Deux choses à retenir néanmoins :

- D'abord, la direction a fait appel, depuis le début, à un cabinet "d'accompagnement" Columbus, qui lui "écrit des documents, rédige des PowerPoint"... mais n'intervient pas dans la grève! Ouf!

- Les élus ont demandé pour la Xième fois un tableau des moyens affectés. L'hétérogénéité des moyens dans les antennes n'a jamais été aussi criante que depuis le démarrage des JT ICI, sans aucun passage à l'acte de la direction du réseau sur ce sujet.



Scriptes sous tension

S'il est un métier qui souffre particulièrement avec la mise en place des éditions Ici, c'est bien celui de scripte. Depuis 2019, 40 ont été formées, mais cela ne répond toujours pas aux besoins, et les difficultés de recrutement perdurent. D'autant plus que certaines abandonnent, du fait de l'accroissement de la charge de travail et des horaires à rallonge. Quant aux scriptes CDD, seulement 12 se déplacent dans le réseau. On peut d'autant plus le comprendre que ces personnels n'ont pas droit aux frais de mission lors de leurs déplacements dans les antennes. Leur mal-être s'exprime d'ailleurs dans leur participation active à la grève.

L'escargot du numérique



Avec plusieurs annulations de la CASAR, la commission de suivi de la régionalisation et une négociation sur les éditeurs web qui a tourné court (les négociateurs ne pouvaient même pas discuter des activités pour cette fonction avec la direction “mal-nommée” du dialogue social), le numérique fait du sur place.

Un séminaire a eu lieu la première semaine de novembre avec ces salariés. Mais toujours rien sur les demandes de deux éditeurs par antenne, de renfort de contributeurs journalistes. Un seul frémissement : les coordinateurs numériques (un par région) devraient signer bientôt un avenant à leur contrat, pérennisant leur fonction... toujours un peu floue, y compris sur leur lien fonctionnel et hiérarchique.

Le TGV de la fusion France 3/France Bleu

Vous êtes bien arrivés en gare d'Orléans ! Une antenne qui s'est souvent distinguée par ses expérimentations sauvages. La dernière : des journalistes “volontaires” (convoqués un à un dans le bureau du rédacteur en chef) participent chaque semaine à la matinale filmée de France Bleu à 7h20 pour une chronique ! D'autres, OPV ou JRI avec des techniciens vidéos à Tours, vont filmer les journalistes de France Bleu sur le terrain. Tout cela sans aucune mention aux Représentants de Proximité ! Comme si France 3 Centre Val de Loire, une mono-antenne, avait les moyens de ces ambitions cachées !



Les risques professionnels toujours incomplets



Le rapport annuel de la CSSCT du réseau sur les documents uniques d'évaluation des risques DUER et PAPRIACT avec les bilans de santé des médecins du travail sont encore incomplets, souvent figés et peu évolutifs.

En effet, les DUER sont plus fournis cette année mais trop peu réactualisés au fil de l'année alors que de nouveaux risques apparaissent (avec les éditions ICI) sans être pour autant consignés dans ces documents. Des DGI (dangers graves et imminents) n'ont pas été ajoutés. Et les risques de type industriel, comme ceux des centrales nucléaires ou autres sites Seveso, ne sont pas cités.

De plus, les représentants du personnel (IRP) ne sont pas tous planifiés par les directions dans les groupes de travail composés des moyens généraux (IMG) et des assistants prévention et sécurité (APS), dont certains sont esseulés et encore trop peu formés à l'exercice.

Une politique de prévention qualifiée de "médiocre" par la commission et dont les préconisations sont peu entendues par la direction, car force est de constater que le travail rend de plus en plus malade et que l'objectif commun est de protéger la santé de tous les salariés.

À noter que les élus ont voté aussi, lors d'un CSE extraordinaire, une expertise confiée à SECAFI pour risque grave par incidents répétés à France 3 Poitiers suite à une alerte pour un encadrement jugé brutal et humiliant sur la rédaction ayant entraîné un accident du travail et une menace suicidaire.

Handicap : du mal à entrer dans les mentalités

Derrière un affichage de façade, force est de constater que les personnels en situation de handicap ne sont pas toujours bien lotis dans le réseau malgré un budget conséquent dont seule une moitié est utilisée “faute de demandes”, dixit le DRH.

La demande récurrente de justificatifs exigés par les services RH devient pesante et parfois incompréhensible.

Et si le maintien dans l’emploi est une constante acceptable de ce bilan, on regrette l’absence de réelle évolution pour ces salariés qui vivent souvent une double peine dans leur suivi de carrière.



Finis les COCA



Les comités de carrière disparaissent. Désormais, les services RH en région ont la main sur les recrutements. Mais un comité emploi vérifiera à posteriori le respect des procédures. Finis aussi la republication systématique des postes en l’absence de candidats en mobilité (surtout pour les métiers en tension). Pour Samuel Bignon, le DRH du réseau, il s’agit de “fluidifier et d’accélérer” le comblement des postes vacants.

Aide au logement

France Télévisions par l'intermédiaire du « 1% logement » peut aider les salariés à se loger. Offres locatives dans le parc social ou intermédiaire, aides pour la prise bail, pour les moins de 30 ans ou les alternants, à la mobilité mais aussi prêt pour l'acquisition ou des travaux : l'éventail est large. Mais peu de salariés connaissent ces dispositifs. Des rendez-vous téléphoniques sont possibles auprès de la responsable Karine Poulard.



Prochain CSE:
les 6 et 7 décembre

Vos élus et représentant SNJ:
Jean-Manuel Bertrand, Myriam Figureau, Vincent Habran
et Hervé Colosio